

CITIZEN

COMMUNIQUÉ

Biltgen au-dessus des lois ?

Greenpeace

Communiquez-nous d'urgence les informations environnementales demandées il y plus d'un mois et respectez la loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement! C'est le « dernier appel » adressé au Ministre du Travail François Biltgen par Greenpeace Luxembourg.

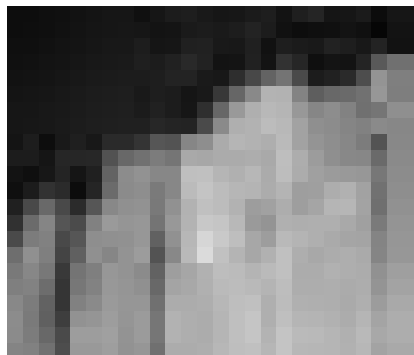
Le 26 septembre 2007, Greenpeace avait demandé au Ministre du Travail et de l'Emploi de lui communiquer la liste des établissements situés sur le territoire national qui sont soumis aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 transposant la directive 2003/105/CE (directive dite « Seveso ») en droit national. Greenpeace avait également demandé les critères retenus pour classer chacun de ces établissements sous cette directive et les émissions nocives potentielles de chacun de ces établissements.

La directive 2003/105/CE, appelée couramment directive « Seveso II », poursuit un double objectif: la prévention des accidents majeurs qui peuvent être causés par certaines activités industrielles ainsi que la limitation des conséquences d'accidents éventuels pour l'homme et l'environnement.

Les établissements soumis aux dispositions de la directive Seveso II et classés « seuil haut » sont tenus de disposer d'une étude des risques, de rédiger une politique de prévention des accidents majeurs et un plan d'urgence interne sous la direction d'un organisme de contrôle, de soumettre aux autorités compétentes une notification et un rapport de sécurité et de fournir aux autorités compétentes les informations nécessaires pour leur permettre d'établir un plan d'urgence externe.

«Ce cas précis démontre encore une fois comme dans l'affaire qui avait opposé le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur à Greenpeace, que le gouvernement est réticent à délivrer des informations environnementales sensibles et qu'il n'est pas prêt à jouer la transparence», a déclaré Roger Spautz de Greenpeace Luxembourg.

La loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'infor-



En matière d'accès aux informations, l'administration développe une attitude de forteresse assiégée.

(photo: kovik / stock.xchng)

mation en matière d'environnement prévoit dans son article 3 que les informations environnementales soient mises à la disposition du demandeur, dès que possible ou, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande par l'autorité publique. Au cas où Greenpeace ne recevrait pas les informations demandées dans les prochains jours, l'organisation de défense de l'environnement introduira un recours auprès du tribunal administratif.

(woxx) - Rappelons qu'en début d'année, Greenpeace avait obtenu de la part du ministre de l'Economie des informations sur les quantités d'électricité fournies par la turbine gaz-vapeur Twinerg et celles consommées par les aciéries d'Arcelor. Pour cela, l'ONG avait dû porter plainte et attendre un an pour qu'à la fin le tribunal administratif lui donne raison. Victoire symbolique seulement, car les informations auraient dû servir à contrecarrer des décisions qui avaient été prises entretemps : connecter le Luxembourg au réseau de haute tension français et accorder des quotas généreux à Twinerg. Notons aussi que le parti vert avait déjà essuyé un refus concernant la liste des établissements « Seveso ». Biltgen avait juste assuré, en réponse à une question parlementaire, que la plupart des établissements disposaient des plans d'urgence internes requis et que les plans externes étaient en cours d'élaboration. Le message est donc : nous ne soumettrons pas les faits à votre jugement, mais ayez confiance en nos paroles ...

SHORT NEWS

Grenelle : les sceptiques et les anti

Les déclarations de Nicolas Sarkozy dans le cadre du Grenelle de l'environnement ont été applaudies par de nombreux acteurs, dont Greenpeace France. « Notre attitude est de compter les succès en tant que tels », déclarait la semaine dernière le directeur de l'ONG Pascal Husting dans son interview au woxx. En rajoutant que cela n'empêcherait pas Greenpeace de continuer à se montrer critique, notamment sur le nucléaire. D'autres acteurs font la fine bouche, comme les Verts français (www.lesverts.fr), qui appellent à un enthousiasme prudent, en attendant de voir adoptées des mesures concrètes. Quant aux anti-nucléaires, leur bilan est nettement négatif - sur l'énergie atomique, Sarkozy n'a fait aucune concession sérieuse. « Le Grenelle est une défaite majeure pour l'écologie », a déclaré Stéphane Lhomme de « Sortir du nucléaire » au Monde, en mettant l'accent sur les points flous des engagements présidentiels. Enfin les adeptes de la décroissance, qui avaient tenu une contre-manifestation début octobre à Lyon (www.contre-grenelle.org), persistent et signent. « Ce Grenelle a été pour nous une sorte de Munich de l'écologie », affirme dans « Libé Lyon » Paul Ariès, l'un des initiateurs du contre-Grenelle. Il redoute surtout la dépolitisation et la mainmise des milieux d'affaires sur l'écologie.

Si la bêtise tuait ...

... il y aurait certainement une hécatombe dans les rangs de la CSJ, la jeunesse du CSV. Mercredi de la semaine passée, les sociaux-chrétiens en herbe présentaient, ensemble avec les Jeunes populaires (les jeunes de l'UMP de Sarkozy) et la Junge Union Saar, une campagne transfrontalière contre les « extrémismes ». A l'aide de flyers intitulés « L'extrémisme tue » sur lesquels sont présentés dans le même lot Hitler, Pinochet, Staline, le Che ou Ben Laden, les jeunes de droite entendent lancer une campagne de sensibilisation « pour la démocratie ». A leurs yeux, qu'il s'agisse de la gauche radicale ou de la droite extrême, tout se vaut. Lorsque le représentant de la Junge Union signale que son organisation manifeste aussi bien contre les néonazis du NPD que contre la tenue d'un congrès de la Linkspartei, on croit rêver. Ces derniers le leur rendent bien, en les renvoyant, sur leur site internet, à une liste des dignitaires de la CDU passés par le NSDAP ou d'autres organisations nazies. Quant au représentant des « jeunes pop », il met sur un pied d'égalité Le Pen, trotskistes et anarchistes. Il accuse ces derniers de mobiliser dans les universités contre le projet de loi d'autonomie. C'est évident : contester Sarkozy, c'est déjà de l'extrémisme.

woxx@home

Lis, c'est du belge ...

Quoiqu'on puisse penser de lui, Jean Nicolas, l'éditeur qui nous donne la nausée chaque semaine avec des titres comme « Lëtzebuerg Privat » ou encore « L'investigateur » est vachement culotté. Non seulement qu'un journaliste de l'hebdo français « Le Point » - visiblement très, très mal informé - vient de l'annobler en le présentant comme le « seul journaliste critique du Luxembourg », mais voilà aussi que Nicolas s'attaque à « L'essentiel ». Non, pas ce que vous croyez, il ne va pas embaucher de vrais journalistes et cesser ses campagnes d'intimidation bêtes et méchantes. Non, le « Groupe de Presse Nicolas » a assigné en justice les éditeurs du quotidien gratuit, car il doute de la « conformité de la publication et de la distribution » du gratuit d'Editpress. Mais que craint-il au juste ? La perte de lecteurs, pour des journaux aussi nuls que les siens ? Peut-être faudrait-il juste envoyer un exemplaire du « Privat » à la « Bild » allemande, juste pour voir si cette dernière ne va pas le poursuivre pour plagiat...